



## LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de Daniel C. Bach, avec la collaboration de Florence Boillot, Michel Cahen, Thérèse Lauras-Lochoch, Alain Morice, René Otaeyek, Gérard Prunier.

BLIN (Louis) — **L'Algérie du Sahara au Sahel.** — Paris, L'Harmattan, 1990, 501 p., bibliogr., Annexes, index nominal. (« Histoire et Perspectives méditerranéennes. »)

C'est une véritable somme que nous propose là L. Blin. « Sorbonnien », arabisant, ayant vécu et enseigné plusieurs années en Algérie et en Syrie, l'auteur sait de quoi il parle dans ce volumineux ouvrage consacré à l'étude du projet étatique de l'Algérie indépendante à travers la mise en évidence des multiples enjeux liés à la construction de la Route transsaharienne reliant Alger au Niger et au Mali, via Tamanrasset.

Fort bien construit, le livre s'articule autour de trois parties : le Sahara dans l'histoire précoloniale et coloniale de l'Algérie ; le Sahara dans le travail de construction de l'État post-colonial ; la transsaharienne comme instrument de la politique régionale algérienne. L'information est foisonnante, même si L. Blin reconnaît modestement que du fait du secret entourant tout ce qui se rapporte au Sahara en Algérie, il n'a eu accès qu'à ce qui est diffusé par la presse : mais encore fallait-il aller la chercher ; le raisonnement est toujours clair et l'argumentation convaincante. Au total, l'auteur montre remarquablement la

centralité de la « question saharienne » dans l'Algérie indépendante, rappelant opportunément, au passage, que, de tous les États riverains, ce pays englobe la portion saharienne la plus étendue. Cette centralité, L. Blin la met en évidence aux plans politique, économique et stratégique. De ce point de vue, le moindre mérite de son étude n'est pas de souligner à quel point la vocation saharienne de l'Algérie est inscrite dans l'histoire : une petite pierre dans le jardin de ceux qui s'offusquent de l'intérêt que ce pays, comme les autres États du Maghreb, porte aux franges sud du Sahara... [R.O.]

« Cidade da Beira ». — **Arquivo** — n° 6 (spécial), Maputo, Arquivo histórico de Moçambique, oct. 1989, 404 p.

Beira est la seconde ville du Mozambique et l'aboutissement du « corridor » du même nom qui relie (voie ferrée, route, pipeline) le Zimbabwé à l'Océan Indien. De 1888 à 1942, elle a été la capitale du territoire de la Compagnie du Mozambique, une compagnie à charte dominée par les capitaux anglais. C'est à l'occasion du centième anniversaire de cette compa-

gnie que la revue des Archives Historiques du Mozambique a consacré un numéro spécial à ce qui est aujourd'hui la capitale provinciale du Sofala. Peut-être plus encore que le numéro spécial précédent (sur le centième anniversaire de Maputo), cette livraison est une étude historique exceptionnelle, qui couvre tout le XX<sup>e</sup> siècle avec des articles bibliographiques, archivistiques, historiques, économiques et géographiques. Des aspects complètement inconnus de l'histoire du Sofala sont enfin évoqués (dont l'intéressante « émeute » de la Machanga en 1953). Il faut lire tout particulièrement Gerhard Liesegang ; Mario Pinto de Andrade sur le « proto-nationalisme » ; citons également l'article de Gulamo Tajù, sur l'évêque catholique démocrate de Beira ; le texte de José Capela ; les témoignages recueillis par Alexandrino José ; l'étude géographique d'Aniceto dos Muchangos — actuel ministre de l'Éducation et ancien doctorant en RDA ; l'étude économique d'Isaías Muhate sur le couloir de Beira ; la présentation des archives du Zimbabwé et des fonds concernant le Manica e Sofala, par David Beach ; et enfin une bibliographie non exhaustive de Pedro Roque.

*Arquivo* débordé là de l'objet de son titre : revue d'archive et revue d'histoire, elle devient une revue de sciences humaines et sociales, de grande qualité. Un signe de plus montrant la capacité de l'Université — et plus généralement de l'intelligentsia mozambicaine — à survivre dans un contexte tragique. On peut demander le catalogue des publications à l'adresse suivante : *Arquivo Historico de Moçambique, CP 2033, Maputo, Mozambique.* [M.C.]

D'ALMEIDA-TOPOR (Hélène), GOERG (Odile) (recherches réunies par — **Le mouvement associatif des jeunes en Afrique noire francophone au XX<sup>e</sup> siècle.** — Paris, L'Harmattan/UA 363 Tiers Monde-Afrique, Paris-VII : CNRS, Cahier « Afrique noire » n° 12, 1989, 138 p.

Ce livre reprend des contributions consacrées à l'Afrique francophone et présentées à Montréal, en juin 1988, à l'occasion d'un congrès concluant une enquête internationale sur « la jeunesse et ses organisations ». Les travaux réunis ici portent sur les associations de jeunes pendant et après la colonisation. À côté de monographies par pays figurent des communications plus générales centrées sur les mouvements de jeunesse en AOF. On pourra regretter peut-être le nombre finalement assez limité des cas étudiés, mais leur diversité — on voyage de la Guinée au Burundi en passant par le Congo — compense d'autant plus cette lacune qu'on apprend beaucoup grâce aux matériaux historiques fournis par les auteurs. [R.O.]

FLORY (Maurice), AGATE (Pierre-Sateh) (sous la direction de) — **Le système régional arabe.** — Paris, éd. du CNRS, 1989, 375 p., Bibliogr., annexe.

Approches globales et études de cas forment l'ossature de cet ouvrage collectif associant chercheurs et universitaires français et tunisiens. En une quinzaine de contributions, ils tentent de dessiner les contours du système institutionnel liant entre eux les États constituant la Ligue arabe. L'Afrique noire est concernée par ce vaste tour d'horizon au travers d'une étude, fort classique, sur les « aspects institutionnels de la coopération afro-arabe » (pp. 275-299). Une question traverse l'esprit sitôt le livre refermé : que reste-t-il de ce système depuis l'invasion du Koweït par l'Irak ? [R.O.]

GEFFRAY (Christian) — **La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile.** — Paris, Nairobi, Karthala CREU, 1990, 257 p.

La guerre civile au Mozambique procède d'un malentendu dévastateur :

ce n'est pas pour s'engager dans la voie du « socialisme » que la population s'est placée sous la bannière du Front de Libération, mais pour en finir avec l'oppression portugaise. Au pouvoir depuis 1975, le FRELIMO a cependant voulu asseoir sa légitimité sur un projet antipopulaire : la négation des systèmes socio-politiques traditionnels de la paysannerie mozambicaine et la mise en place de structures administratives sans enracinement. Il a négligé cette règle fondamentale que C. Meillassoux avait énoncée à ses dirigeants dès 1977 : « Un système social ne peut en remplacer un autre que si le premier remplit au moins autant de fonctions et mieux que le second. » En matière d'anthropologie appliquée, un autre principe a, hélas, prévalu : tout ce qui ne va pas dans le sens de l'histoire (le pouvoir des chefs coutumiers, les rites, la dispersion des sites culturels, etc.) doit être moqué et combattu. C'est sur cette entreprise de destruction qu'allait, pour devenir un des conflits les plus meurtriers de l'indépendance africaine, prendre la greffe de ce qui ne fut au début d'une minable guerre sans lendemain.

Tout n'a, en effet, commencé que par de sordides petites actions militaires menées à partir de la Rhodésie par des mercenaires et des colonialistes nostalgiques, unis par la haine du Noir et du communisme. Morte la Rhodésie, la rébellion n'a pas manqué de soutiens extérieurs, mais elle n'aurait pas trouvé prise sans la violence des oppositions internes que le nouvel ordre a parfois créées, parfois révélées dans la société mozambicaine. Jusqu'à ce jour, les autorités, officiellement chargées de gérer un pays qu'elles ne contrôlent plus depuis longtemps, ont eu intérêt à répéter la légende initiale des « bandits armés » télégués de l'extérieur : reconnaître, même partiellement, les succès que ce « banditisme » pouvait trouver au sein de la population eût été admettre que le projet socialiste était porteur de graves contradictions.

D'une façon claire et convaincante, C. Geffray s'attache, quant à lui, à montrer comment la sédition s'est appuyée, pour se propager, sur toutes la rancœur et la détresse d'une société brutalement

niée dans ses habitudes séculaires. Au cœur du dispositif de cette inutile révolution, il y a eu le regroupement forcé des paysans dans les « villages communautaires », des entités artificielles pour le peuple, ainsi brutalement éloigné de ses terres et de ses pratiques ancestrales. Mais le FRELIMO allait trouver dans de tels mouvements l'occasion de développer une bureaucratie hiérarchisée, oppressive, inefficace et coupée des réalités ; la guerre allait vite devenir le seul prétexte justifiant son maintien. Quel paradoxe et quel gâchis, maintenant que rebelles et officiels semblent disposés à négocier une paix, les derniers renonçant aux principes fondateurs de leur souveraineté, à savoir le parti unique et l'administration forcée des campagnes !

« Anthropologie d'une guerre civile », appliquant la méthode du matérialisme dialectique, l'ouvrage de C. Geffray s'ouvre sur cette phrase superbe qui n'aurait pas plu à Marx : « *Il ne peut y avoir d'autre motivation à la recherche que le désir de comprendre.* » Dans ce pays makhuwa qu'il connaissait déjà bien, à 2 000 km au nord de la capitale, il est retourné en 1988 avec ce désir, qui coïncidait opportunément avec la volonté, exprimée dans certains milieux officiels, d'évaluer les effets de la propagation du conflit dans cette région. Il s'est agit pour C. Geffray de mettre à nu, non seulement la genèse, mais aussi les mécanismes et les contradictions d'une guerre où deux armées « *se combattent par populations civiles interposées* ».

Les rebelles de la RENAMO ont capté à leur avantage tous les vieux conflits laissées par les Portugais ainsi que les ressentiments d'une chefferie bafouée dans ses prérogatives. C. Geffray s'arrête avec force sur la question de l'humiliation des notables par un pouvoir socialiste qui, leur faisant honte de leurs pratiques, les a jetés avec leurs dépendants dans la clandestinité. Tout en vivant de rapt et rapines en zones gouvernementales, les rebelles ont monnayé aux gens, dans les secteurs sous leur autorité, protection contre nourriture. Ce faisant, la sédition a su mêler avec cynisme deux morales : celle du

respect (pas toujours complet) des peuplements ruraux traditionnels, soumis à la menace de la déportation socialiste vers les villages, avec celle du pillage, de l'esclavage et du massacre théâtral réservés aux groupes suspectés de connivence avec le pouvoir, ou simplement convaincus de refus de coopérer. Il s'agit d'une « armée en liberté », dépourvue de projet politique, dont la reproduction comme corps social passe par la persistance du conflit, qui est son « oxygène », selon les termes de l'auteur.

En face, il y a le pouvoir civil du FRELIMO, avec ses Forces Armées dont il ne contrôle pas toujours les dérapages centrifuges, réfugié dans des bourgs à l'économie délabrée où la survie dépend des convois de ravitaillement. De la lointaine capitale, à travers tous les relais du centralisme, on entretient la fiction de regroupements villageois qui ne sont plus que des ensembles fantomatiques de « maisons de poupée », tandis que sur le terrain les Forces Armées exercent la fonction « à la fois décisive et dérisoire » de maintenir la présence « inerte » de l'État. De ce pouvoir, significativement, les responsables sont appelés « structures » par les gens du peuple que, de son côté, il nomme « éléments ».

Et au milieu de ces belligérants qui ne cherchent que rarement l'affrontement déterminant, se trouve une paysannerie déchiquetée, sans arrêt ballotée d'un point à l'autre au hasard des expéditions, contrainte de témoigner alternativement aux deux parties, sinon sa sympathie, au moins sa neutralité, et constamment exposée à deux risques : la famine et la capture. Sa réalité quotidienne : le voyage forcé, les récoltes perdus et les groupes sociaux fracturés.

Ce livre laisse le sentiment amer d'une guerre pour jouer. L'impression est renforcée par les conjectures (prudentes) de l'auteur sur la possible transformation des Forces Armées, à l'instar de leur ennemi, en un corps autonome ayant à son tour la guerre comme fin en soi. Sur la page de couverture figure la reproduction d'un « pataka », une arme artisanale d'une esthétique si séduisante qu'on en viendrait à oublier

qu'elle est faite pour tuer. Tuer pour de vrai, mais sans « visée possible », explique C. Geffray, résumant ainsi symboliquement l'absurdité de la « cause des armes » au Mozambique.

Il est courant de penser les conflits africains comme l'explosion de vieilles oppositions tribales sur fond de rivalité entre grandes puissances. Cette approche, pour avoir sa part de vérité, éclipse néanmoins la complexité des faits sociopolitiques menant à une situation de guerre. En pays makhuwa, il y a bien l'ancestrale aversion réciproque des Érati et des gens de la Macuane, mais la sédition a embrasé l'ensemble du territoire, par-delà les hostilités particulières. Examinant à la loupe la montée de la guerre civile dans une minuscule région, C. Geffray propose un modèle d'interprétation dont la portée théorique va bien plus loin que le cas étudié. Il maintient la tradition de l'anthropologie dynamique dans un domaine spécialement scabreux. Pour comprendre en quoi il s'agit d'un ouvrage magistral, il suffit de noter la pauvreté des analyses dont on dispose sur d'autres combats dans le même continent. Recherche sur une guerre, ce volume est précieux pour en comprendre d'autres.

Il n'était pas question ici de tout résumer. Deux ou trois regrets pour conclure. La cartographie ne permet pas toujours de suivre les mouvements (individuels, populaires, militaires) contés dans le texte : où est Napai, par exemple ? Aussi longtemps qu'il est question de lieux traditionnels, dans ce pays où les territoires ont le nom de leurs chefs, on s'y retrouve. Mais, mu peut-être par un inconscient ressentiment, C. Geffray n'a pas cru bon de figurer les villages communautaires ni même tous les bourgs tenus par les officiels. En outre, reliefs, chemins et rivières semblent jouer un grand rôle, mais les cartes les ignorent presque tous. Enfin, dans un extrait du carnet de terrain, on apprend que son compagnon d'enquête a pris des photos. On n'en trouve pas ici, c'est dommage. [A.M.]

HALLENCREUTZ (Carl), MOYO (Ambrose) (Ed.) — **Church and State in Zimbabwe.** — Gweru, Mambo Press, 1988.

Cet ouvrage collectif fait suite à deux volumes, intitulés *Christianity South of Zambezi*. Mais, alors que ceux-ci s'attachaient à analyser les types de rapports qui unirent les missionnaires chrétiens aux ethnies Shona et Ndebele jusqu'aux années soixante, le but de ce troisième volet est de mettre en évidence les relations qui prévalent entre les Églises et l'État depuis l'indépendance.

Une première partie est consacrée aux positions adoptées par diverses dénominations chrétiennes au sujet des droits des Africains, et notamment aux relations qu'elles ont pu entretenir avec le gouvernement de Ian Smith, d'une part, et avec les forces nationalistes, d'autre part. Sans cet arrière plan historique, il serait en effet impossible de comprendre comment ces différentes institutions religieuses ont ressenti l'avènement d'un régime de type socialiste, ni comment elles ont répondu au désir de R. Mugabe de voir les Églises collaborer à l'effort de développement mis en œuvre par le gouvernement. Tous ces éléments sont analysés dans la seconde partie. Enfin, une dernière partie est consacrée aux problèmes théologiques. Il s'agit là de voir comment les Églises ont codifié leur collaboration avec un régime qui se prétend marxiste-léniniste et à quelles adaptations théologiques elles ont dû procéder pour y parvenir.

Le grand mérite de cet ouvrage est surtout de regrouper, sur ces différents thèmes, des analyses relatives à l'Église catholique aux principaux courants protestants, à certaines agences œcuméniques et même à certaines Églises indépendantes. En effet, s'il existe un assez grand nombre d'ouvrages ou d'articles s'intéressant aux relations entre l'Église catholique et l'État en Rhodésie, les positions des autres dénominations durant la guerre de libération n'ont jamais fait l'objet d'une publication. De plus, dans le cas de l'Église catholique,

le problème de la collaboration avec un gouvernement socialiste, est resté peu abordé. Ce livre représente donc une importante contribution pour la connaissance du Christianisme au Zimbabwe.

D'autant que cet ouvrage a été écrit à la fois par des hommes d'église, ministres des différents cultes étudiés, et par des universitaires. Alternent donc des discours plus ou moins officiels mais internes à l'Église, avec des études plus critiques, ou du moins plus analytiques. Ceci contribue également à la richesse du livre.

Ceci étant dit, il est loisible de constater à la lecture de certains textes que des auteurs présentés comme des universitaires sont aussi des membres laïcs et engagés, de l'une ou l'autre Église. Ceci affecte considérablement le contenu de leur contribution. C'est pourquoi, il est regrettable que l'appartenance religieuse de ces auteurs n'ait pas été spécifiée explicitement.

D'autre part, un des principaux intérêts de ce livre aurait dû être de permettre une analyse comparative des positions des différentes dénominations présentes au Zimbabwe, tant durant la guerre de libération que depuis l'indépendance. Or, ce n'est pas le cas. En effet, les auteurs ayant été laissés relativement libres quant au contenu de leur contribution, celle-ci n'offre finalement que peu de points de comparaison. Certains auteurs ont privilégié le niveau local là où d'autres ont adopté une problématique au niveau national ; certaines dénominations ne font l'objet d'une analyse que pour la période précédant l'Indépendance ; le *Zimbabwe Christian Council* et l'Église catholique sont toutefois à la base d'études plus nombreuses et plus poussées.

Enfin, le projet de recherche n'a pas été respecté. Au terme de cet ouvrage, on s'aperçoit en effet qu'il a finalement plus été question de la position des différentes Églises durant la guerre de libération que de leur attitude vis-à-vis de l'État post colonial. Surtout, le problème de la création d'une nouvelle théologie, née de la nécessité pour les Églises de travailler désormais dans le cadre d'une praxis socialiste, n'est abordé que très superficiellement. [F.B.]

KELLER (Edmond) J. — **Revolutionary Ethiopia From Empire to People's Republic.** — Bloomington, Indiana University Press 1988, 307 p., index.

Le gros livre du professeur Keller retrace le développement de la crise révolutionnaire éthiopienne depuis ses lointaines origines au sein de l'histoire et de la culture abyssine jusqu'à l'établissement de la République Populaire et Démocratique en 1987. La première partie de ce travail, qui occupe à peu près le tiers du livre, examine l'histoire de l'Éthiopie des origines au milieu du règne d'Hailé Sélassié et nous fournit une masse importante de faits concernant l'établissement de l'autocratie abyssine, son expansion et son effort dénué de succès pour s'adapter aux conditions de l'Afrique d'après-guerre. La seconde partie, beaucoup plus courte (une soixantaine de pages) retrace la genèse de la révolution, depuis le coup d'état manqué des frères Neway en 1960 jusqu'à l'explosion de 1974. Une troisième partie, la plus longue, décrit les événements révolutionnaires, la guerre avec la Somalie et l'établissement du nouvel État.

L'érudition du Professeur Keller est impressionnante et son information extrêmement vaste (de ce point de vue, on peut regretter qu'aucune bibliographie synthétique ne soit fournie à la fin de l'ouvrage, ce qui complique singulièrement la lecture et l'utilisation des notes). On peut cependant se demander si tout cela est bien maîtrisé. Est-il réellement nécessaire, pour comprendre la révolution éthiopienne, de connaître le chiffre des pertes égyptiennes à la bataille de Gudara en 1877 (p. 29) ou de savoir (p. 127) que « *la compagnie italienne MAESCO reçut en 1973 une concession pour exporter de l'alfalfa au Japon* » ? Le livre souffre d'un manque de perspective ; des faits d'importance très variable sont souvent placés sur le même plan du point de vue analytique. Le recours à des théoriciens pondéreux comme Eisenstadt n'améliore pas la situation. De plus, dans un tel foisonnement, il est inévitable que se glissent

des erreurs : ainsi la citation placée dans la bouche de Mengistu Neway le jour de son exécution le 30 mars 1961 est parfaitement apocryphe (p. 131) ; les « Shakilla » de la page 160 sont des Shankalla ; quant au Général Aman Andom, c'est en 1965 et pas en 1960 qu'il s'est battu dans l'Ogaden (p. 185). Tout cela n'est certes pas d'une importance vitale, mais crée un sentiment de gêne. Le problème de ce livre est de chercher à réunir en un seul volume des thèmes déjà mieux traités en détails par d'autres auteurs plus « centrés » (Markakis pour la culture traditionnelle de la fin de l'empire, Greenfield pour l'agonie politique du régime, Lefort ou Britzke pour la révolution elle-même) sans avoir cependant réussi l'expression ultra-synthétique obtenue par Christopher Clapham dans sa magistrale étude *Transformation and continuity in revolutionary Ethiopia* (Cambridge University Press, 1988). On ne peut s'empêcher de regretter un jugement aussi sévère sur un travail sérieux et honnête, qui est évidemment le produit d'un considérable effort. Mais le livre du Professeur Keller doit plutôt être traité comme une — remarquable — mine de matériaux bruts que comme une étude cohésive sur le sujet. [G.P.]

**Le médicament au Maghreb et en Afrique noire francophone.** — *Une initiative de Frères des Hommes avec la participation de l'industrie pharmaceutique.* Grenoble, PUG, 1989, 159 p.

Le médicament représente 50 % des dépenses publiques de santé dans certains pays africains. Un habitant du Tiers-Monde consommait 8,5 fois moins de médicaments qu'un habitant des pays développés en 1976 et 11,5 fois moins en 1985. Ces quelques chiffres rappelés dans l'introduction de l'ouvrage situent bien l'importance des enjeux que représente le médicament dans la lutte contre les inégalités de la santé dans le monde. La politique des médicaments essentiels (lancée par l'OMS en 1977), la conférence de Nairobi (1985) initiant

une concertation entre les différents opérateurs sur cette politique, enfin l'initiative de Bamako (1987) ont défini de nouvelles stratégies d'action. Dans le même temps, des ONG, des associations de consommateurs ont exercé des pressions très vives à l'encontre de certaines pratiques des multinationales pharmaceutiques dans les pays du Tiers-Monde.

Sur ce sujet qui alimente périodiquement la controverse, c'est une enquête sans complaisance que nous livre une équipe d'intervenants d'horizons divers : médecins, pharmaciens, bien évidemment, mais aussi économistes de la santé, représentants d'ONG — Frères des Hommes a joué un rôle important dans cette initiative —, responsables de la santé publique et professionnels de l'industrie pharmaceutique. En analysant ensemble les problèmes du médicament en Afrique francophone, ces différents partenaires ont choisi de jouer la complémentarité plutôt que l'antagonisme, qui a parfois dominé les débats sur ce sujet. Chacun apporte son propre éclairage à la question du médicament dans les stratégies de santé.

Après les points de vue des organismes du « Nord » neuf études de cas de pays africains francophones montrent les implications concrètes des choix industriels, administratifs, financiers et politiques. Il s'agit de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, du Burkina-Faso, du Congo, du Mali, du Sénégal et du Zaïre. Pour chaque étude de cas, les auteurs ont adopté une même grille de lecture qui traite successivement des contrôles administratifs et législatifs, de la sélection des médicaments, des différents contrôles sur les achats, les prix, l'information diffusée, de l'approvisionnement national en médicaments, des circuits de distribution, des prescriptions et enfin de la consommation pharmaceutique. On a ainsi un panorama des questions-clé du médicament dans ces pays et non pas seulement une succession d'études de cas.

On retrouve dans ces pays des problèmes similaires : législations non respectées ou règlements trop flous, informations incertaines, obsolètes voire cri-

tiquables, surprescriptions médicamenteuses pour des spécialités aux vertus douteuses, emploi inadéquat des antibiotiques, ruptures de stock et, bien sûr, incapacité financière d'une grande partie de la population à accéder aux médicaments les plus indispensables. Les plans d'ajustement structurel aggravent encore les situations de pénurie des structures publiques de santé et accroissent les inégalités en ce domaine comme en d'autres. Les auteurs relèvent au passage combien est peu ou mal appliquée la politique des médicaments essentiels dans les pays étudiés.

On regrettera de ne pas trouver une seule ligne sur les produits contraceptifs (y compris le condom) qui, à l'évidence, vont se voir accorder une priorité croissante dans les politiques de santé et qui posent déjà les mêmes problèmes que les autres médicaments : vente « sauvage dans les marchés », ruptures d'approvisionnement, manque d'information fiable, etc. On aurait aimé aussi que le « tradimédicament » figure autrement que par une allusion car c'est, à l'évidence, un pan essentiel de la consommation médicamenteuse des africains.

La dernière partie de l'ouvrage dresse une liste très utile de propositions pour les différents intervenants. On a là des recommandations réalistes, concrètes qui pourraient améliorer sensiblement l'accès à des médicaments indispensables. Un accent particulier est mis sur tout ce qui concerne la formation et l'information, deux secteurs où les lacunes sont particulièrement flagrantes.

Ouvrage sérieusement argumenté, dont la lecture est facilitée par une présentation claire et un remarquable effort de synthèse des nombreux documents référencés. [T.L.C.].

MURTEIRA (Mário). — **Os Estados de língua portuguesa na economia mundial. Ideologias e práticas do desenvolvimento.** — Lisbonne, Éditions Presença, 1988, 272 p. (coll. « Textes Universitaires n° 97 »).

Ce livre de Mario Murteira sur les États de langue portugaise dans l'économie mondiale comble un vide évident : les lusophones seront plus nombreux que les francophones dans le milliard de « latins » attendus pour l'An 2000 et l'importance des sept États correspondants ne doit pas être ignorée. L'étude porte sur la période 1965-1985 durant laquelle 1975 constitue une rupture pour six des sept pays : chute de la dictature, indépendances. Le livre se heurte à une première difficulté qui est la grande hétérogénéité de la « lusophonie ». Étant donné l'insigne faiblesse des relations économiques luso-brésiliennes et l'incapacité néocoloniale de la métropole portugaise face à ses anciennes possessions africaines, il n'y a pas d'« espace économique lusitan », pas même un « pré carré » lusophone en Afrique. Pis, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau assistent aux sommets de la francophonie ; la Guinée-Bissau, voire Sao Tomé, parlent d'entrer dans la zone franc et les cinq États d'Afrique ont refusé la création d'une organisation lusophone internationale incluant l'ancienne métropole.

La deuxième difficulté est l'appréhension d'expériences politiques radicalement différentes. Mário Murteira a tenté de faire de ces difficultés des atouts et de se servir de l'analyse d'un champ linguistique étendu sur trois continents comme point de départ d'une réflexion « mondiale » sur la pensée économique contemporaine. Le résultat est, de l'avis d'un non-économiste, mitigé. La première partie, donc « mondiale », est en réalité complètement étrangère aux études de cas qui suivent, et discute de problèmes déjà maintes fois ressassés (crise de l'État-Nation, transition au capitalisme, le développement comme idéologie et pratique sociale, l'accentuation de l'hétérogénéité, etc.) sans les nourrir de l'expérience des États lusophones.

J'aurais préféré une simple introduction dégageant l'espace suffisant pour approfondir les six études de cas de la deuxième partie du livre qui éclairent sur la place des sept États dans les divers rameaux de l'économie mondiale, et sur l'évolution, de 1965 à 1985, des relations économiques intra-lusophones. Ces dernières ne sont pratiquement pas abordées : or l'insignifiance des relations luso-brésiliennes ne fournit-elle pas des éléments pour une réflexion prospective sur les relations Portugal/Afrique lusophone, qui passionnent pourtant éternellement la lusotropicaliste classe politique lisboète ?

L'analyse des pays africains laisse parfois sur sa faim : la population africaine est pratiquement absente de la réflexion de Mário Murteira qui est par trop macro-économique. L'auteur est d'une grande retenue dans la critique des politiques économiques des nouveaux États (en dehors de l'affirmation, certes courageuse dans le contexte de la gauche portugaise, qu'il s'agit bel et bien de transition... au capitalisme) : on ne sait pas, après avoir lu le livre, ce que l'auteur pense de l'œuvre économique du MPLA et du FRELIMO. Aucune allusion n'est faite au lien entre la démocratie politique (absente à mon avis) et la crise économique, sauf pour les Iles du Cap-Vert et seulement à propos de la nécessaire reproduction des élites. Comme si, parce qu'on est citoyen de l'ancienne métropole, on n'avait pas le droit de critiquer l'orientation des partis africains progressistes qui ont vaincu le fascisme portugais.

Il reste que l'on trouvera dans ce livre, outre de nombreuses données statistiques macro-économiques, une réflexion intéressante sur la Nation en terre lusophone, dont l'existence ne souffre pas contestation au Portugal, au Brésil et aux Iles du Cap-Vert, dont l'inexistence est partiellement reconnue en Guinée-Bissau et totalement tabou en Angola et au Mozambique. [M.C.].

NEGASH (Tekeste). — **Italian colonialism in Eritrea (1882-1941) Policies, praxis and impact.** Studia Historica



Upsaliensia Uppsala, 1987, Bibliogr. index 4 cartes.

L'ouvrage de Tekeste Negash est une histoire coloniale classique. Son intérêt vient évidemment du fait qu'elle est écrite par l'un des anciens colonisés, par ailleurs parfaitement rompu aux méthodes de la discipline historique, et que ce descendant de colonisé nous parle d'une colonisation relativement mal connue celle de l'Italie. La colonisation italienne est une colonisation de pauvres et, contrairement à la colonisation portugaise, de pauvres ambitieux. L'auteur consacre son attention beaucoup plus aux politiques coloniales et à leur impact intérieur sur la colonie ; mais il faut quand même rappeler qu'initialement, dans la constellation géopolitique du « scramble » en Afrique orientale les Italiens représentaient une force du substitution pour l'Angleterre, utilisée à bloquer toute éventuelle expansion française en mer Rouge. La colonie d'Obock (plus tard Djibouti) devait être contenue, sans pour cela que Londres dépense trop. La solution, alors que se retiraient les troupes égyptiennes vaincues par la Mahdiyya, fut de faire occuper les colonies économiquement inutiles par une Italie récemment unie et assoiffée de gloire et de reconnaissance internationale.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir l'histoire intérieure de la politique italienne en Érythrée que nous présente Tekeste Negash. Dans son chapitre I (discussion des diverses théories du phénomène colonial) l'auteur a parfois des remarques désarmantes, comme lorsqu'il écrit (p. 11) « l'étude du colonialisme italien suggère que... les Italiens n'étaient pas du tout intéressés par la création d'une infrastructure utile aux habitants de la colonie... ils ne poursuivaient pas une politique favorable à la création d'une société coloniale autonome ». Le contraire eu été étonnant. En effet, dans ce colonialisme de pauvres, les traits du colonialismes « classique » (celui de la France et de la Grande-Bretagne) se retrouvent, mais grossis, déformés, poussés à l'absurde. Les travaux de Jacques Marseille nous ont montré que l'Empire colonial fran-

çais a été une mauvaise affaire publique, même s'il a parfois pu être une excellente affaire privée. Ici, aucune tentative de justification par la rentabilité économique. La logique est militaire et impériale, avec éventuellement une dimension démographique, pour établir les paysans pauvres du Mezzogiorno. De ce point de vue, les chiffres sur l'évolution de la balance commerciale de la colonie et ceux sur le rapport coût/dépenses de son administration, sont particulièrement probants (pp. 42-43). Par contre, l'auteur nous montre bien (p. 51) comment toute la vision italienne est orientée par le souci de recrutement de soldats pour les troupes coloniales, particulièrement à partir de 1911 lorsque les « Ascari » érythréens conquièrent la Libye pour le compte de leurs maîtres. Le programme de développement des troupes coloniales dans la perspective de l'attaque de l'Éthiopie dans le courant des années 1930 amènera le recrutement à plus de 60 000 hommes, soit 10 % de la population totale de la colonie ou 40,3 % de sa population active masculine !

Les chapitres sur l'éducation (ch. 3) et sur l'idéologie de la colonisation (ch. 4), bien que prévisibles, sont intéressants en ce qu'ils démontent bien les mécanismes d'assujettissement des populations indigènes. Mais ils constituent aussi des bases de réflexions sur le phénomène du séparatisme érythréen. Et c'est là que l'on pourrait faire un (léger) reproche à l'auteur ; on devine plutôt que l'on ne comprend les éléments d'identité séparée qui font que l'Érythréen, tout en étant abyssin, n'est pas « Éthiopien ». Tekeste Negash insiste sur le rôle privilégié donné aux Érythréens en Éthiopie entre 1935 et 1941 ; certes, mais ce n'est pas suffisant. L'auteur prête trop d'attention au contenu du système éducatif, pas assez à l'impact de son existence même ; le fait qu'un système éducatif — n'importe lequel — ait existé, est en soi un énorme facteur de différenciation par rapport à la situation éthiopienne d'avant 1935. En résumé, un livre intéressant, mais qu'il faudrait lire en compagnie de celui d'Irma Taddia (*l'Eritrea colonia 1890-1952 Paesaggi, strutture, uomini del colonialismo*. Milan, Franco Angeli,

1986) dont l'approche est moins politique et plus sociale. [G.P.]

**OUEDRAOGO (Jean-Bernard) — Formation de la classe ouvrière en Afrique noire. L'exemple du Burkina-Faso.** — Paris, L'Harmattan, 1989, 207 p., Bibliogr., annexe, index, (« Logiques sociales »).

C'est une étude de cas remarquable que nous livre là J.-B. Ouedraogo. Son objet : l'histoire sociale des ouvriers de la SOSU, la société sucrière de la Comoé, le complexe agro-industriel du sud-ouest burkinabè, situé à quelques km. de la ville-frontière de Banfora. Le livre, tiré d'une thèse, primée, soutenue en novembre 1987 à l'université de Nantes, restitue le processus d'émergence d'une classe ouvrière burkinabè selon trois axes : la prolétarianisation des ruraux, la salarisation et l'urbanisation. La démarche est rigoureuse, l'analyse cohérente, l'information très riche grâce à un travail de terrain approfondi et, on le sent, mené avec passion, le tout se

laissant lire agréablement, contrairement à ce que laisserait penser le titre quelque peu austère de l'ouvrage.

Si l'on passe assez rapidement sur les deux premiers chapitres consacrés à l'introduction de l'économie capitaliste dans le sud-ouest burkinabè, on s'attarde plus longuement sur la suite. Nous pensons notamment aux passages traitant des résistances ouvrières (chap. IV), de la recomposition des figures d'autorité (p. 108 et suivantes) ou encore de la production de l'espace urbain (chap. V).

Au terme de l'analyse, une conclusion se dégage pour l'auteur : il existe bien une conscience de classe chez les ouvriers de la SOSU, même « si la position sociale commune est encore pensée dans des représentations combinant les formes culturelles anciennes aux nouvelles... » (p. 185). Reste toutefois un problème majeur, celui de l'organisation, en relation avec le poids réduit du prolétariat au sein de la population active burkinabè et, surtout, à la lumière de la faillite des formations marxistes-léninistes simultanément ou alternativement associées au pouvoir depuis 1983. A méditer... [R.O.]

### ***Diffusion* POLITIQUE AFRICAINE**

- Le n° 2 de la revue, *L'Afrique dans le système international*, annoncé comme épuisé depuis deux ans, est à nouveau disponible.
- Des séries complètes de la revue *Politique africaine* (sauf les numéros 5 et 20, épuisés) sont encore disponibles aux prix de 2 400 FF (port par voie de surface) et de 2 600 FF par avion.
- Nous disposons de *prospectus pour abonnement*. Vous pouvez nous en demander et nous aider à faire connaître la revue. Merci d'avance.